



22.427

Parlamentarische Initiative

RK-N.

Bundesgericht.

**Erhöhung der Zahl der ordentlichen
Richterinnen und Richter**

Initiative parlementaire

CAJ-N.

Tribunal fédéral.

**Augmentation du nombre
de juges ordinaires**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Addor, Geissbühler, Guggisberg, Hess Erich, Steinemann, Tuena)

Nichteintreten

Antrag der Minderheit

(Addor, Geissbühler, Guggisberg, Hess Erich, Steinemann, Tuena)

Rückweisung der Vorlage an die Kommission

mit dem Auftrag, einen Entwurf zur Abschaffung des Systems der nebenamtlichen Richterinnen und Richter am Bundesgericht auszuarbeiten.

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Addor, Geissbühler, Guggisberg, Hess Erich, Steinemann, Tuena)

Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité

(Addor, Geissbühler, Guggisberg, Hess Erich, Steinemann, Tuena)

Renvoyer le projet à la commission

avec mandat d'élaborer un projet de suppression du système des juges suppléants au Tribunal fédéral.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): In der Eintretensdebatte beraten wir auch die Anträge der Minderheit Addor auf Nichteintreten und auf Rückweisung an die Kommission.

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: Tout a commencé le 21 décembre 2021, lorsque la Commission administrative du Tribunal fédéral a adressé aux Commissions des affaires juridiques et aux Commissions de gestion une lettre, par laquelle elle demandait l'accroissement du nombre de juges de 38 à 40, afin de faire face à l'augmentation continue du nombre d'affaires introduites devant le tribunal.



Par lettre du 5 avril 2022, les Commissions de gestion se sont elles-mêmes adressées aux Commissions des affaires juridiques du Conseil national et du Conseil des Etats pour soutenir cette demande. En leur qualité d'organes de haute surveillance, elles ont été régulièrement informées de l'augmentation de la charge de travail et des efforts déployés par le Tribunal fédéral pour y faire face. Constatant que les mesures prises ne pouvaient guère suffire à long terme, elles ont donc proposé aux deux Commissions des affaires juridiques d'élaborer une initiative parlementaire visant à modifier l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 30 septembre 2011 sur les postes de juge au Tribunal fédéral pour augmenter le nombre de postes.

Selon l'article 1 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF), ce dernier se compose de 35 à 45 juges ordinaires et l'Assemblée fédérale fixe l'effectif des juges dans une ordonnance. Depuis le 1er janvier 2007, date d'entrée en vigueur de la LTF, l'effectif s'élève à 38 juges ordinaires et 19 juges suppléants selon l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les postes de juges au Tribunal fédéral.

L'effectif des juges, fixé en 2006, a été maintenu lors du réexamen de 2011 sur la base d'un nombre d'affaires estimé à 7400 par an. Or, au cours des dix dernières années, le nombre d'affaires introduites annuellement n'a pratiquement pas cessé d'augmenter: de 7419 en 2011, il est passé à 7881 en 2021, puis a même dépassé les 8000 en 2017 et 2020.

Cette augmentation est due avant tout à la recrudescence importante des affaires pénales, que le Conseil fédéral signalait déjà dans son message du 15 juin 2018 relatif à la modification de la loi sur le Tribunal fédéral. En effet, depuis l'entrée en vigueur du code de procédure pénale, la procédure pénale relève du droit fédéral; le Tribunal fédéral l'examine avec un plein pouvoir de cognition, afin d'en garantir l'application uniforme, étant précisé que, depuis la même date – 2011 –, il en fait de même s'agissant du code de procédure civile, qui a aussi été unifié. Par ailleurs, différentes révisions législatives, notamment dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte, ont également entraîné une augmentation du nombre d'affaires introduites devant la deuxième Cour de droit civil. Enfin, il faut signaler que la décharge escomptée de la part des juges suppléants n'a pas eu lieu, du moins pas dans la mesure voulue. Ceux-ci ont remis environ 150 rapports par an entre 2011 et 2020, alors que le Parlement avait tablé sur un nombre de l'ordre de 500 par an.

Pour faire face à l'évolution de sa charge de travail, le Tribunal fédéral a déjà pris plusieurs mesures de réorganisation internes. Il a augmenté le nombre de greffiers; il a décidé en 2020 d'attribuer un sixième juge à la Cour de droit pénal au détriment de la deuxième Cour de droit social; puis, en 2021, de transférer le droit fiscal de la deuxième Cour de droit public à la deuxième Cour de droit social. Par ailleurs, il a adopté son règlement de 2006 afin de pouvoir confier la

AB 2022 N 1658 / BO 2022 N 1658

présidence à un autre membre de la Cour, ce qui permettait de décharger les présidences.

Cependant, ces mesures n'ont pas suffi, et l'augmentation du nombre d'affaires devant être reportées à l'année suivante n'a cessé d'augmenter lui aussi. Qui plus est, cette évolution ne devrait pas s'inverser prochainement, puisque le projet de révision de la loi sur le Tribunal fédéral visant notamment à décharger ce dernier a échoué devant le Parlement en 2020.

Si les deux postes demandés lui sont accordés, le Tribunal fédéral prévoit de créer une deuxième cour de droit pénal à laquelle sera transférée une partie des affaires de l'actuelle cour de droit pénal ainsi que la procédure pénale relevant de la compétence de la première cour de droit public.

A sa séance du 8 avril 2022, la Commission des affaires juridiques de notre conseil a pris connaissance de la lettre de la Commission administrative du Tribunal fédéral et de la lettre des Commissions de gestion. Vu l'élargissement des possibilités de recours qui sont régulièrement décidées par notre Parlement, elle a considéré que la requête du Tribunal fédéral était parfaitement fondée. Elle a donc décidé, par 18 voix contre 4 et 1 abstention, de déposer une initiative parlementaire, accédant à la requête du Tribunal fédéral, non sans souligner la nécessité de réexaminer la charge effective de travail des juges suppléants.

Le 26 avril 2022, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats s'est ralliée à l'unanimité à son homologue de notre conseil. La Commission des affaires juridiques de notre conseil a donc pu élaborer un projet de modification de l'ordonnance – c'est l'article 1 lettre a – qu'elle a accepté par 15 voix contre 6 et 1 abstention. La proposition de la minorité Addor sera développée tout à l'heure. Elle a trait notamment à la question des juges suppléants, qui ne font pas l'objet de la modification législative.

La commission a décidé de renoncer à une procédure de consultation, puisque le projet porte principalement sur l'organisation d'une autorité fédérale.

Ajoutons que la commission a été secondée dans ses travaux par le Département fédéral de justice et police, que la commission remercie pour sa toujours précieuse collaboration.



Arslan Sibel (G, BS), für die Kommission: Die Entscheide des Bundesgerichtes gelten als sogenannte Präjudizien. Das bedeutet, dass sie den unteren Gerichten und den rechtsanwendenden Behörden als Wegweiser dienen, wenn es darum geht, zu entscheiden, wie ein Gesetz oder eine Verordnung genau anzuwenden ist. Damit ist auch klar gesagt, dass die Entscheide des Bundesgerichtes von möglichst hoher Qualität sein müssen und in nützlicher Frist erfolgen sollen.

Die Qualifikation der Richterinnen und Richter können wir im Parlament durch die Wahl möglichst kompetenter Richterinnen und Richter beeinflussen. Die Bewältigung der Quantität an Rechtsfällen hängt jedoch nicht nur von der Einsatzfreude der Richterinnen und Richter und der Organisation des Gerichtes ab, sondern auch von ihrer Zahl. Genau dies ist der Kern der vorliegenden parlamentarischen Initiative.

Das Bundesgericht ist seit längerer Zeit chronisch überlastet; wir haben es vorhin von meinem Vorredner Christian Lüscher, dem Kommissionssprecher, gehört. Die Gründe dafür liegen in ständig steigenden Fallzahlen, aber auch darin, dass Reformen nicht zustande kamen. So wurde beispielsweise die Revision des Bundesgerichtsgesetzes von uns abgelehnt.

In der Folge richtete die Verwaltungskommission des Bundesgerichtes am 21. Dezember 2021 ein Schreiben an Ihre Kommission für Rechtsfragen, mit Kopie an die Geschäftsprüfungskommissionen, in dem sie zur Bewältigung der kontinuierlich steigenden Zahl an Gerichtsgeschäften darum ersuchte, die Zahl der Richterinnen- und Richterstellen am Bundesgericht von 38 auf 40 zu erhöhen.

An ihrer Sitzung vom 8. April 2022 nahm Ihre Kommission für Rechtsfragen von den Schreiben der Verwaltungskommission des Bundesgerichtes und der GPK Kenntnis und beschloss mit 18 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung, eine parlamentarische Initiative im Sinne des Antrages des Bundesgerichtes einzureichen. Die Kommission für Rechtsfragen des Ständerates folgte dem Beschluss ihrer nationalrätlichen Schwesterkommission am 26. April 2022 einstimmig.

Der Bundesrat, der von der Kommission um seine Meinung gebeten wurde, befürwortet die Erhöhung der Anzahl Richterinnen und Richter am Bundesgericht von 38 auf 40. Dies hat er in seiner Stellungnahme vom 24. August 2022 zum Vorschlag der RK-N festgehalten. Die Erhöhung der Bundesrichterstellen sei eine wichtige Massnahme gegen die steigende Arbeitsbelastung des Bundesgerichtes. Der Bundesrat geht davon aus, dass die Arbeitslast des Bundesgerichtes weiter steigen wird, und prüft deshalb eine weitere Entlastung.

An ihrer Sitzung vom 23. Juni 2022 befasste sich Ihre RK mit einem Vorprojekt betreffend die Umsetzung der parlamentarischen Initiative sowie mit dem Entwurf eines Berichtes. Dabei ging es darum, der Erhöhung der Richterstellen definitiv zuzustimmen und den Bericht zu würdigen. Es entstand aber auch eine Diskussion zur Frage, ob eine Abschaffung der nebenamtlichen Bundesrichterinnen und Bundesrichter erfolgen sollte. Stimmen aus verschiedenen politischen Lagern verwiesen auf grosse Probleme mit den nebenamtlichen Richterinnen und Richtern; solche Probleme gebe es auch auf kantonaler Ebene.

Es wurde deshalb ein Antrag auf Abschaffung der nebenamtlichen Richterinnen und Richter gestellt. Herr Addor wird den entsprechenden Minderheitsantrag begründen. Ein anderer Antrag verlangte, zuerst eine Evaluation des ganzen Systems vorzunehmen. Eine Mehrheit Ihrer Kommission befürwortete diesen Evaluationsantrag. Dem Entwurf zur Änderung der Verordnung, mit dem die Zahl der ordentlichen Richterinnen und Richter am Bundesgericht von 38 auf 40 erhöht wird, stimmte die Kommission mit 15 zu 6 Stimmen zu.

Ich beantrage Ihnen deshalb im Namen der Mehrheit Ihrer RK, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Addor Jean-Luc (V, VS): La minorité sait évidemment quelle charge de travail pèse sur le Tribunal fédéral depuis des années. Elle considère simplement, en examinant de près les statistiques, que l'évolution de cette charge de travail, en particulier depuis l'entrée en vigueur en 2011 de la révision du code de procédure pénale, ne justifie pas vraiment cette mesure dont, j'y reviendrai, on ne peut pas attendre beaucoup d'effet à long terme étant donné qu'elle est un peu un emplâtre sur une jambe de bois.

La minorité considère aussi que le Tribunal fédéral n'a pas épuisé les possibilités de réorganisation interne, même si certaines mesures, cela a été rappelé par les rapporteurs, ont été prises. Surtout, et c'est là que c'est important si on veut faire une réforme qui s'inscrit dans la durée, on ne parle pas, le rapporteur de langue française l'a rappelé, de la question des suppléants, qui a pourtant passablement alimenté les discussions de la commission, au point que celle-ci a décidé, à l'unanimité, de faire évaluer la suppression des juges fédéraux suppléants, et non seulement celle des juges suppléants au Tribunal fédéral, mais encore celle des juges suppléants dans toutes les autres juridictions fédérales.

La minorité reproche à ce projet, je le répète, d'être une forme de bricolage fondé sur une vision à court terme. C'est pourquoi nous proposons principalement de ne pas entrer en matière sur le projet et subsidiairement de renvoyer le projet à la commission avec mandat de présenter un projet comprenant cette fois-ci la suppression des juges fédéraux suppléants. J'observe encore une fois que cette proposition n'a rien d'iconoclaste par



rapport à ce qui a été discuté en commission puisque, je le répète, c'est à l'unanimité, rien que ça, que la commission a chargé le Contrôle parlementaire de l'administration d'examiner la suppression des magistrats suppléants, dont le rapporteur de langue française a montré, chiffres à l'appui, qu'ils n'ont absolument pas répondu aux attentes du Parlement.

von Falkenstein Patricia (RL, BS): Sicher herrscht in diesem Saal Einigkeit, dass eine verlässliche Rechtsprechung eines der Elemente ist, welche den Standort Schweiz attraktiv machen. Die Möglichkeit, seine Rechte zu vertreten und zu verteidigen, bedingt eine unvoreingenommene und

AB 2022 N 1659 / BO 2022 N 1659

speditive Behandlung der Rechtsbegehren auf allen Stufen. Das Bundesgericht ist als letzte inländische Instanz von besonderer Wichtigkeit. Es braucht die erforderlichen personellen und finanziellen Mittel, um seinen Auftrag zu erfüllen.

Die Gesetzgebung auf eidgenössischer Ebene und in den Kantonen führt auch zu einer Mehrbelastung des Bundesgerichtes. Wir kennen die Statistik: Wir verzeichnen einen Zuwachs der Fälle um fast 10 Prozent.

Die Revision des Bundesgerichtsgesetzes ist gescheitert, deshalb hat das Bundesgericht eine interne Reorganisation vorgenommen. Diese gerichtsinternen Massnahmen reichen jedoch nicht aus, um den starken Anstieg der Zahl der Fälle – insbesondere im Straf- und Strafprozessrecht – zu bewältigen. Es drängt sich als Sofortmassnahme z. B. die Bildung einer zweiten strafrechtlichen Abteilung auf. Das Bundesgericht würde also neu aus 8 Abteilungen mit je 5 Richterinnen und Richtern, statt, nach heutigem Stand, aus 7 Abteilungen bestehen. Dies führt zur Erhöhung der Anzahl der Richterstellen von 38 auf 40. Das Bundesgericht beantragt die Schaffung von 2 zusätzlichen Richterstellen. Dieses Anliegen des Bundesgerichtes ist nachvollziehbar.

Die Arbeiten für eine neue Vorlage zur Änderung des Bundesgerichtsgesetzes sind fortgeschritten, aber es wird dadurch zeitnah keine Ratsbeschlüsse geben, die zu einer spürbaren Entlastung führen. Es braucht also jetzt Massnahmen, die vom Status quo der Fallbelastung ausgehen. Ständerat Caroni hat den Faden aufgenommen. Er fordert in einem Postulat einen Bericht über ein modernes Bundesgericht. Der Bericht des Bundesrates wird aufzeigen, welche Massnahmen zusätzlich zur jetzt notwendigen Symptombekämpfung möglich sein können. Bis das aber so weit ist, braucht es die zwei beantragten zusätzlichen Stellen. Damit sind wir konsequent: Wenn wir gesetzlich die Beschwerdemittel und die Möglichkeit zur Anrufung des Bundesgerichtes erweitern, müssen wir auch Instrumente zur Verfügung stellen, um den höheren Fallzahlen entsprechen zu können.

Im Namen der FDP-Liberalen Fraktion bitte ich Sie um Zustimmung zur Erhöhung der Zahl der Bundesgerichtsstellen um zwei.

Marti Min Li (S, ZH): Es ist unbestritten – meine Vorrednerinnen und Vorredner haben das auch ausgeführt –, dass die Geschäfts- und Arbeitslast des Bundesgerichtes in den letzten Jahren zugenommen hat und dass die Belastung schon seit Jahren hoch ist. Die Verwaltungskommission des Bundesgerichtes hat die Kommission für Rechtsfragen daher mittels eines Schreibens darum ersucht, die Anzahl Stellen der ordentlichen Richterinnen und Richter von 38 auf 40 zu erhöhen. Wie vorhin schon ausgeführt, ist die Geschäftslast des Bundesgerichtes immer wieder ein Thema gewesen. Gemäss den Ausführungen meiner Vorrednerinnen und Vorredner war die Geschäftslast auch der Hintergrund für die Revision des Bundesgerichtsgesetzes.

Die SP hat sich immer dagegen gewehrt, dass eine Entlastung des Bundesgerichtes durch einen Abbau bzw. auf Kosten des Rechtsschutzes erfolgt. Stattdessen waren wir stets der Meinung, dass es für eine Entlastung zusätzlicher Ressourcen bedarf. Daher ist es nichts als konsequent, wenn wir die Anzahl Stellen jetzt erhöhen, denn damit gewährleisten wir unter anderem die Qualität der Rechtsprechung und stellen sicher, dass Verfahren innert nützlicher Frist erledigt werden können.

Ein weiteres Thema in der Kommission war die Frage der nebenamtlichen Richterinnen und Richter. Diese Frage gibt immer wieder Anlass zu Diskussionen und ist auch der Hintergrund des Rückweisungsantrages der Minderheit Addor. Wie die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen sind wir aber der Meinung, dass es nicht sinnvoll ist, die nebenamtlichen Richterinnen und Richter jetzt einfach so abzuschaffen. Es ist zuerst eine Evaluation durchzuführen, und dann kann aufgrund der gewonnenen Erkenntnisse eine Neubeurteilung vorgenommen werden.

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, auf das Geschäft einzutreten, den Rückweisungsantrag der Minderheit Addor abzulehnen und der Aufstockung der Richterstellen zuzustimmen.

Mahaim Raphaël (G, VD): Je vous dis quelques mots de la part du groupe des Verts pour vous encourager évidemment à entrer en matière et à soutenir l'augmentation du nombre de juges. La surcharge chronique



est documentée, elle est visible pour les justiciables, et là se trouve un problème que nous devons prendre au sérieux au Parlement. Nous devons le prendre au sérieux, car cette surcharge signifie concrètement un traitement plus lent des affaires: les procédures ont souvent tendance à s'allonger.

Dans ce sens, et on doit le saluer, le Tribunal fédéral a déjà pris toute une série de mesures pour pallier ces difficultés: les mesures internes – qui ont été citées –, les réorganisations de cours, le renforcement de l'équipe des greffiers. Mais, jusqu'à un certain point, on ne peut plus régler ces problèmes par des mesures internes. Il faut penser à d'autres mesures qui permettent d'élargir le gâteau, si vous me passez cette métaphore, dans la mesure où le gâteau ne suffira plus à nourrir tout le monde en termes de partage des tâches. Parmi les mesures externes, nous discutons de l'augmentation de deux postes demandée par le Tribunal fédéral et qui fait l'unanimité. La minorité souhaiterait ne pas donner suite à cette demande au motif que la discussion sur les juges suppléants doit être conduite.

Permettez-moi de faire à cet égard deux remarques. Premièrement, les Verts font partie de longue date de celles et ceux qui pensent qu'il y a de vraies discussions à avoir sur la question des juges suppléants. C'est plutôt ici que se trouve l'emplâtre sur la jambe de bois. Le système des juges suppléants pose toute une série de difficultés. Il faut en effet les résoudre en tant que telles, et la commission va s'y atteler, comme cela a été rappelé précédemment dans les débats.

Deuxièmement, permettez-moi de faire observer que la proposition de la minorité est en quelque sorte incohérente ou absurde, puisqu'elle consiste à refuser d'augmenter le nombre de postes en disant simultanément qu'il faudrait se priver des juges suppléants, alors que, justement, si on réforme le système des juges suppléants pour, par hypothèse, réduire leur implication dans le Tribunal fédéral, voire les supprimer, il faudra davantage de postes pérennes de juges à temps plein. C'est peut-être la direction qui sera prise après les études qui seront menées, mais il est en tout cas absurde de refuser l'augmentation de deux postes au motif qu'on doit discuter des juges suppléants. L'incohérence est du côté de la minorité.

Je vous invite donc à rejeter la proposition de la minorité.

En conclusion, pour le justiciable et pour le bon fonctionnement du Tribunal fédéral, à qui l'on ne peut pas reprocher de ne pas en avoir fait assez, je vous invite à donner suite à cette initiative parlementaire demandant l'augmentation de deux postes de juges au Tribunal fédéral.

Schwander Pirmin (V, SZ): Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, auf dieses Geschäft nicht einzutreten oder es zurückzuweisen. Warum?

Ob Zufall oder nicht: Heute um 11.05 Uhr kam der Bericht unserer GPK über die Planung und den Aufbau der Berufungskammer in Bellinzona heraus. Darin geht es auch um Zahlen, die Anzahl Fälle usw., und die GPK hält in der Zusammenfassung fest – Sie können es nachlesen, Sie haben den Bericht alle erhalten -: Der damalige Präsident und die damalige Verwaltungskommission des Bundesgerichtes als Aufsichtsinstanz nahmen ihre Aufgabe ungenügend wahr. Wir hatten Zahlen, die uns in die Irre führten. Das ist die neue Erkenntnis zur Berufungskammer in Bellinzona.

Jetzt stellt sich die Frage: Welche Zahlen haben wir heute vorliegen? Es wurde gesagt, das Bundesgericht sei chronisch überlastet. Wenn dem so ist, dann müssen die Zahlen dies auch belegen. Uns wurden in der Kommission für Rechtsfragen Zahlen von 2011 bis heute vorgelegt. In dieser Zeit wurde auch die Anzahl Gerichtsschreiber aufgestockt. Im Jahr 2011 hatten wir 7418 Neueingänge und 165 Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und Richterinnen und Richter. Das ergibt im Jahr 2011 knapp 45 Fälle pro Person – die Gerichtsschreiber schreiben ja vorwiegend die Urteile. 2021 hatten wir 7881 Fälle und 174,7

AB 2022 N 1660 / BO 2022 N 1660

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und Richterinnen und Richter. Das ergibt ebenfalls 45 Fälle pro Person!

Wenn man die Situation rein aufgrund dieser Zahl einmal gesamthaft beurteilt, kann man nicht von einer chronischen Überlastung sprechen. Das ist falsch. Wollen wir nochmals eine Schlappe wie bei der Berufungskammer einfahren? Wollen wir uns wieder von Zahlen, die so nicht stimmen, in die Irre führen lassen? Die Zahlen stimmen einfach nicht. Was stimmt, ist, dass die Anzahl Strafrechtsfälle massiv zugenommen hat. Aber das heisst nicht, dass das Gesamtgericht überlastet ist – die Anzahl Straffälle hat zugenommen.

Hier stellt sich die Frage, wie viele Urteile in Einer-, Dreier- oder Fünferbesetzung gefällt werden müssen. Das ist nicht untersucht worden, das müsste aber untersucht werden. Das würde Aufschluss über die Lastverteilung unter den Abteilungen geben. Das wurde nicht gemacht, das wurde uns nicht aufgezeigt. Wenn Sie acht Abteilungen à fünf Richterinnen und Richter schaffen wollen, dann sollte es so sein, dass jede Abteilung 1000 Fälle hat. Wie wollen Sie das machen? Die Verwaltungskommission hat es in den letzten zwei, drei Jahren



mit Materienverschiebungen und Personalrotationen versucht. Schauen Sie genau hin, das funktioniert nicht. Das, was die Verwaltungskommission gemacht hat, ist nicht nur Symptombekämpfung, sondern es funktioniert schlichtweg nicht. Das sind die Realitäten.

Wollen wir nochmals das Gleiche machen wie bei der Berufungskammer und dann zehn Jahre später feststellen, dass es nicht wirklich funktioniert? Nein, wir haben gelernt, wir können jetzt die Lehren ziehen. Wir wissen jetzt schon, dass die Zahlen falsch sind. Ich und die SVP-Fraktion möchten keine weitere Schlappe wie beim Bundesverwaltungsgericht und beim Bundesstrafgericht erleiden. Jetzt versucht man wieder, uns mit falschen Zahlen etwas vorzugaukeln, was nicht stimmt.

Das Bundesgericht hat nach der Aufstockung der Zahl der Stellen der Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber schon 2018 klar bewiesen, dass es 8041 Fälle erledigen kann. Haben Sie das angeschaut? Wir haben es nicht angeschaut, weil es uns in der Gerichtskommission offenbar nicht interessiert hat, weil wir bei den Zahlen der Verwaltungskommission des Bundesgerichtes einfach sagen, diese stimmen so – ohne sie zu hinterfragen. So nicht, wir machen das nicht mit! Wir möchten die Probleme in der strafrechtlichen Abteilung lösen. Das können Sie mit Gerichtsschreibern machen.

Wo werden wir auch noch angelogen? Mit den Kosten für zwei Bundesrichter ist es nicht getan. Es braucht acht bis zehn neue Gerichtsschreiber. Das wurde uns auch verheimlicht. Das kostet noch zusätzlich 1,5 Millionen Franken.

Ich bitte Sie wirklich, hierauf nicht einzutreten. Vermeiden wir eine weitere Schlappe, wie sie beim Bundesstrafgericht in Bellinzona passiert ist.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Ich kann Ihnen nicht sagen, was Herr Schwander gemacht hat oder nicht gemacht hat. Ich kann Ihnen einfach nur sagen, dass ich mich bei den Leuten erkundigt habe, die betroffen sind. Ich habe die Akten studiert, die uns zur Verfügung stehen. Diese zeigen ein klares Bild: Es braucht zwei Stellen mehr. Warum braucht es diese? Aus einem ganz einfachen und simplen Grund: Wir wollen eine Justiz, die funktioniert. Wir wollen eine Justiz, die qualitativ gute Arbeit leistet, gerade und ganz besonders am Bundesgericht. Dann braucht es aber auch die Mittel dazu. Die Mittel dazu sind zwei zusätzliche Richterposten. Genau aus diesem Grund, weil wir eine gut funktionierende Justiz wollen, unterstützt die Mitte-Fraktion diese parlamentarische Initiative.

Es ist selbstverständlich, dass Richterstellen zur Konsequenz haben, dass es auch Gerichtsschreiberstellen braucht. Der einzige Unterschied dabei ist, dass die Richterstellen im Gesetz, das heisst hier von uns, definiert werden und die Gerichtsschreiberstellen nicht; das ist der Unterschied. Jetzt frage ich Sie: Können Sie damit leben, dass man bei der Bearbeitung der Dossiers allenfalls in Rückstand gerät? Mit "Dossiers" meine ich nicht rein nominell die Zahl – ob es 45, 100 oder 200 sind –, sondern auch, ob die Komplexität der Dossiers bewältigt werden kann. Hier hat man uns klargemacht, dass die Komplexität insbesondere mit der Änderung der Prozessordnungen und den Gesetzesänderungen, die in der letzten Zeit geschehen sind, einfach zugenommen hat.

Für uns ist klar: Wir brauchen eine effiziente, aber auch eine gut ausgestattete Justiz. Aus diesem Grund ist der Entscheid, von 38 auf 40 Bundesrichter aufzustocken, absolut richtig. Er dient der Rechtssicherheit in unserem Staat.

In diesem Sinne bitte ich Sie, hier die Dinge sachlich statt polemisch anzugehen und dieser parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Der heute diskutierte Vorschlag für zwei zusätzliche Richterstellen entspricht einem Wunsch des Bundesgerichtes. Der Bundesrat hält dieses Anliegen für berechtigt. Aufgrund steigender Fallzahlen hat die Arbeitslast am höchsten Gericht in den vergangenen Jahren stetig zugenommen. Die Zahl der ordentlichen Richterinnen und Richter – es sind 38, Sie haben es gehört – ist hingegen seit fünfzehn Jahren unverändert geblieben. Das Bundesgericht hat die wachsende Arbeitslast nicht tatenlos hingenommen, sondern verschiedene gerichtsinterne Reorganisationsmassnahmen getroffen. Wie der Bericht Ihrer Kommission für Rechtsfragen darlegt, genügen diese Massnahmen jedoch nicht. Vielmehr ist für die nächsten Jahre eine noch stärkere Überlastung zu befürchten.

Der Bundesrat teilt die Auffassung, dass sich dieses gravierende Problem nicht innert kurzer Frist lösen lässt. Es braucht daher zusätzliche Ressourcen, und es ist sinnvoll, dass die Bundesversammlung ihren gesetzlichen Handlungsspielraum jetzt nutzt. Die zwei beantragten Stellen würden nicht nur dazu führen, dass sich die höchstrichterliche Arbeitslast auf mehr Schultern verteilt und sich die Rechtsstreitigkeiten zügiger erledigen lassen. Sie dürften es dem Gericht auch erlauben, eine zweite strafrechtliche Abteilung zu schaffen. Nach Ansicht der GPK würde eine neue Zusammensetzung des obersten Gerichtes mit acht Abteilungen zu je fünf



Gerichtspersonen eine konsistente Rechtsfortbildung fördern.

Garantieren lässt sich eine speditive, nachvollziehbare und widerspruchsfreie Rechtsprechung durch eine kurzfristige Aufstockung der Ressourcen natürlich nicht. Mittel- und langfristig sind zusätzliche Massnahmen ins Auge zu fassen. Im Auftrag des Parlamentes prüft die Bundesverwaltung derzeit, wie sich das Bundesgerichtsgesetz modernisieren lässt, damit das Bundesgericht entlastet und der Rechtsschutz optimiert wird. Den entsprechenden Bericht wird der Bundesrat voraussichtlich im kommenden Jahr verabschieden.

Ich erinnere daran, dass die letzte Reform ja bekanntlich keine Mehrheit gefunden hat. Sollte eine künftige Revision des Bundesgerichtsgesetzes eines Tages zu einer deutlichen Abnahme der Arbeitslast führen, so wäre die Situation neu zu beurteilen. Es stünde der Bundesversammlung frei, die Zahl ordentlicher Richterinnen und Richter zu reduzieren. Für die nähere Zukunft sind jedoch keine überzeugenden Alternativen zu einer Erhöhung der Richterzahl erkennbar.

Daher unterstützt der Bundesrat den Entscheid Ihrer Kommission und beantragt Annahme der Vorlage.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Addor ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.427/25545)

Für Eintreten ... 127 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2022 N 1661 / BO 2022 N 1661

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit Addor ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.427/25546)

Für den Antrag der Minderheit ... 47 Stimmen

Dagegen ... 126 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Verordnung der Bundesversammlung über die Richterstellen am Bundesgericht Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les postes de juge au Tribunal fédéral

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.427/25547)

Für Annahme des Entwurfes ... 131 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Herr Feller möchte eine persönliche Erklärung abgeben.

Feller Olivier (RL, VD): Je me retrouve dans la situation dans laquelle se trouvait notre collègue Heinz Siegenthaler il y a quelques jours. Je suis entré dans la salle du Conseil national pour voter sur l'entrée en matière; j'étais un peu nerveux, pressé. Tout d'un coup, j'ai appuyé sur le bouton de ma chère voisine Petra Gössi.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2022 • Neunte Sitzung • 22.09.22 • 08h00 • 22.427
Conseil national • Session d'automne 2022 • Neuvième séance • 22.09.22 • 08h00 • 22.427



Ensuite, j'ai appuyé sur mon bouton. Sachez que Petra Gössi n'était à ce moment pas dans la salle. Je me suis trompé de bouton et j'ai ensuite voté avec le bon bouton. Je vous prie de m'en excuser, je tenais à ce que cela soit inscrit au Bulletin officiel.

